

31 professeurs du lycée Romain Rolland d'Ivry sur Seine  
mobilisés contre la réforme du baccalauréat  
avec le soutien de la section Snes de l'établissement,

à Mmes et MM les IA -IPR  
d'Histoire – Géographie,  
de Langues vivantes  
et de Mathématiques

Objet : organisation des E3C du baccalauréat 2021

Mesdames, Messieurs,

Les équipes d'Histoire-Géographie, de Langues vivantes et de Mathématiques sont sollicitées par Mme Vetroff, cheffe d'établissement du lycée, afin d'organiser les épreuves communes de contrôle continu et doivent remettre les sujets pour ce 8 janvier.

31 enseignants du lycée, réunis en HIS ce jour se sont prononcés pour le refus de choisir ou de remonter les sujets des épreuves d'E3C prévues la semaine du 27 janvier pour les raisons suivantes :

- Les programmes sortis dans la précipitation sont trop chargés, ont été rédigés sans concertation, quelquefois modifiés après leur rédaction par les IG, et ne sont pas toujours associés à des documents d'accompagnement. Ils ne correspondent pas au niveau des élèves, en particulier pour les filières technologiques. De plus, la transition entre les anciens et les nouveaux programmes se fait dans l'incohérence et provoque des lacunes chez les élèves.

- Le cadrage des épreuves d'E3C est insuffisant. Les sujets zéro ne sont pas pertinents et ne permettent pas de comprendre les compétences attendues.

- Le temps manque pour préparer correctement les élèves à ces nouvelles épreuves. La méthodologie renouvelée n'a pu être abordée en classe de seconde (question problématisée, croquis à partir d'un document, format de l'épreuve en Histoire Géographie par exemple). Les épreuves se déroulent très tôt dans l'année ce qui entraîne plusieurs conséquences difficiles à surmonter : nous avons donc très peu de marge de manœuvre pour faire face aux éventuels imprévus (congé maladie, absence de remplaçant, ...). De plus, les E3C rentrent en compte dans le calcul de l'examen final alors même qu'elles ont lieu trop tôt pour que les notions abordées aient pu être digérées, ne respectant ainsi pas le rythme d'apprentissage des élèves.

-La banque des sujets n'est accessible que depuis le lundi 9 décembre alors qu'elle devait l'être pour le 15 octobre, puis pour le 1er décembre. Cet accès tardif aux sujets ne nous a pas permis de prendre conscience de la réalité des épreuves, et donc, de nous concerter pour préparer correctement les élèves. En mathématiques, par exemple, les sujets présentés ne nous semblent pas adaptés à une épreuve placée si tôt dans l'année car l'essentiel des sujets porte sur une part très importante du programme que nous n'avons pu traiter en classe. Pour l'instant sur les 80 sujets proposés, nous n'en avons trouvé que trois pour lesquels nous aurons abordé toutes les notions indispensables d'ici l'examen. Les inspecteurs nous ont transmis une progression durant les vacances de la Toussaint qui nous a conduits à adapter notre propre progression, cependant aucun des sujets ne correspond au choix de progression que nous avons fait. Le niveau exigé nous semble très ambitieux surtout par rapport à ce que laissait prévoir le sujet 0. Nous avons relevé des inadéquations entre le programme officiel et les sujets, notamment sur les notations préconisées.

- Le choix des sujets par les professeurs pose de gros problèmes sur la gestion des « fuites » : comment garantir qu'aucun élève n'aura traité le sujet avant l'épreuve avec ou sans son professeur ? Qu'est-il attendu de nous exactement ? Que nous préparions les élèves au mieux à cette épreuve ? Mais

jusqu'où aller sachant que nous connaissons le sujet ? Ces nouvelles modalités nous placent dans une posture compliquée face aux élèves, d'autant plus que les sujets sont vraiment ambitieux.

- Les conditions matérielles ne sont pas acceptables pour un examen. D'après les textes, un seul surveillant est nécessaire pour une salle d'une trentaine d'élèves. Des problèmes de sécurité se poseront certainement devant ce dispositif insuffisant. La question du passage des calculatrices en mode examen pendant l'épreuve reste en suspens.

- Les enseignants ne seront rémunérés ni pour l'organisation des épreuves ni pour la correction des copies. Aucun ordinateur ne leur sera fourni pour cette tâche. La pénibilité entraînée par le nouveau mode de correction annoncée ne semble pas prise en compte.

- Enfin, le temps des épreuves est inadapté. Les épreuves sont bien trop courtes pour des exercices complexes qui demandent de la réflexion et donc davantage de temps.

Nous demandons donc que cette première session d'E3C soit annulée et que la réforme du lycée soit abrogée pour un retour à un baccalauréat véritablement national issu de l'évaluation d'épreuves nationales et terminales.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, en notre profond respect du service public d'Education et de recevoir nos salutations respectueuses.